

Intervention de Fatima BRAHMI concernant *Libération*

Où en est-on de la lutte des salariés de *Libération* pour la survie de leur journal ?

L'hiver dernier, la direction du journal a proposé un plan de réduction des salaires généralisé de 10%, ainsi qu'un simulacre de plan de développement...

La réaction des salariés a été immédiate. À l'appel de l'Intersyndicale CGT-SUD-SNJ et du Comité d'entreprise, une motion a été votée à 89,9 % (avec 75 % de participation) pour exiger :

- un changement de gouvernance, avec le départ du DG et du PDG,
- un véritable plan de développement qui pérennise le titre,
- un plan d'économies qui tienne la route.

Les salariés estimaient que les efforts devaient être partagés entre actionnaires et salariés...

La réponse des actionnaires a été des plus monotones : « Non, Non et Non.

- Non au départ des dirigeants, car ce n'est pas aux salariés de choisir leurs dirigeants même s'ils sont visiblement incompetents.
- Non à un véritable plan de développement, car celui qui est proposé est déclaré suffisant.
- Non à tout plan de départ, car nous souhaitons préserver l'emploi, quitte à en réduire les salaires... »

En conclusion, les actionnaires ont nommé l'un des leurs, François MOULIAS, à la direction du journal.

Le Comité d'entreprise a été saisi le 13 janvier dernier d'un PSE qui n'en est pas vraiment un. Le plan proposait uniquement des mesures sur la masse salariale qui ne faisaient que reporter à deux ans les problèmes actuels, le tout sur une mélodie de volontariat qui ne garantissait en rien l'application du plan... Un plan irréaliste qui ne semblait être là que pour la vitrine !

Devant le refus sans cesse répété de la direction d'ouvrir de véritables négociations, les salariés, à l'appel de l'Intersyndicale et du CE, ont décidé de faire grève. Ils ont voté majoritairement — à 66% — 24 heures de grève le 7 février dernier.

Ce jour-là, Bruno LEDOUX est alors sorti du bois... La grève avait dû tellement l'exaspérer qu'il afficha dans les colonnes du journal ses véritables intentions. Faire de *Libération* un "réseau-social-café-restaurant-incubateur-de-start-up..." ça veut dire quoi ? En quelque sorte, c'est faire de *Libération* tout..., absolument tout... sauf un journal.

Bruno LEDOUX inscrivait *Libération*, non plus comme un seul éditeur de presse papier, mais comme un réseau social, créateur de contenus, « monétisable » sur une large palette de supports multimédias (vidéo, TV, digital, forums, événements, radio, etc.) et pour lui, peu importe si le quotidien perdure ou non...

Malgré leur fureur et leur envie de reprendre la grève, les salariés de *Libération*, ont voté à la quasi-unanimité la publication quotidienne de pages dans leur journal. Nouveaux medias, nouveaux moyens d'actions. D'ailleurs, tout récemment, ces pages ont permis d'informer les lecteurs des véritables intentions de Bruno LEDOUX et François MOULIAS...

LEDOUX et MOULIAS comptaient utiliser la marque, juste la marque ; un *Libération* sans journal... contre un journal sans titre ni identité... inimaginable... impensable...

Mais, peut-être est-ce dans cette perspective que les actionnaires ont limogé le directeur général et que les compères de toujours, LEDOUX-MOULIAS, ont fait main basse du *Libération* :

- Bruno LEDOUX est devenu Président du CS,
- François MOULIAS, Président de *Libération*.

À la suite de sa révocation, Philippe NICOLAS a fait part à l'ensemble des actionnaires de la volonté affichée de Bruno LEDOUX et François MOULIAS de vouloir s'approprier la marque *Libération*. Philippe NICOLAS a refusé de signer le transfert de la marque *Libération* vers les deux actionnaires. Il estime avoir été le « dernier rempart de *Libération* » face à l'appétit de nos actionnaires.

Devant l'inquiétude grandissante sur l'avenir de *Libération*, le Comité d'entreprise a ouvert une procédure de droit d'alerte. La direction de *Libération* a répondu aux questions, sans pour autant lever le voile d'inquiétude qui pèse sur chacun d'entre nous.

Nous sommes aujourd'hui rassemblés devant le ministère de la Culture et de la Communication pour qu'enfin les pouvoirs publics prennent position... Ils ne peuvent laisser mourir *Libération*... Ils ne peuvent laisser ainsi des patrons voyous !

Certes, Madame la Ministre, Mme Filippetti, estime que les actionnaires actuels de *Libération* sont défaillants et que l'État ne peut aider *Libération* que si les actionnaires s'engagent financièrement... Mais l'État ne peut pas laisser *Libération* être supprimé purement et simplement du paysage politique français... Il nous faut tous réagir !

Pour que la démocratie survive au-delà des appétits capitalistes, l'État doit se porter garant du pluralisme de la presse !

Nous devons tout tenter pour préserver la pluralité de la presse !

Vive la lutte des salariés de *Libération* !

Vive le SGLCE !

Vive la CGT !

Paris, le 6 mars 2014